

Le contenu 'Quand l'Allemagne s'enrhume...' est verrouillé par vos soins. Souhaitez-vous 'libérer le verrou' afin de permettre aux autres de l'éditer ?

Déflagration

Terrorisme: l'angoissante menace «blue on blue»

Dans la police et le renseignement, l'attaque de jeudi est vécue comme un « séisme »

« Heureusement que les terroristes ne sont pas bons... » Sous le choc, un haut cadre de la Police tente de se rassurer. Car cet « agent d'exécution », comme dit le préfet de police **Didier Lallement**, avait accès à tous les ordinateurs d'un service de renseignement, chargé qu'il était de leur maintenance informatique. « Il aurait pu tout savoir sur les enquêtes, les signalements, les informateurs. S'il avait des chefs compétents au sein d'un réseau, ils lui auraient sans doute demandé d'aller à la messe pour ne pas éveiller les soupçons ! »

L'attaque menée par **Mickaël Harpon à la Préfecture de Police** n'en reste pas moins un « séisme » dans le monde policier et du renseignement, selon le mot utilisé par plusieurs interlocuteurs. Certains vont même à la comparer à l'affaire Ben Barka (1965) qui avait abouti à une profonde réorganisation de la Police. Pas sûr toutefois qu'en 2019, l'exécutif en ait la volonté ou la capacité politique.

Si l'attentat de jeudi est une déflagration, c'est à cause de son caractère « blue on blue », c'est-à-dire provenant de l'intérieur. Il s'agit du pire des scénarios, redouté de tous les opérationnels, car il mine la confiance interne et la cohésion des équipes, avec cette interrogation lancinante, qui agit comme un poison lent : « Y a-t-il un ennemi à l'intérieur du système, sur lequel repose ma propre sécurité ? » La question se pose dans les forces de l'ordre, les services de renseignement et les armées.

Un **rapport parlementaire de juin dernier se voulait rassurant** : « Les forces de sécurité sont préservées dans l'ensemble de toute radicalisation significative. D'après le ministère de l'Intérieur, une trentaine de situations fait aujourd'hui l'objet d'un suivi au sein de la police et la gendarmerie. » Sauf que Mickael Harpon échappait à ce suivi...

Dans les armées, on entend le même discours lénifiant. La très discrète Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD, ex-DPSD) nous confiait avant l'été que « la menace de l'Islam radical est contenue. La Défense est peu perméable : au recrutement, on évite que les profils les plus à risque nous rejoignent et ensuite il y a un suivi par l'encadrement de contact ». Des chiffres ? « Infimes, ridicules. Cela se compte en dizaines et ça diminue. » Quant à une éventuelle menace de radicalisation de l'ultra-droite : « ce n'est pas un sujet », assure-t-on à la DRSD.

Jusqu'à présent, aucun militaire français n'a retourné ses armes contre ses camarades ou des civils, mais l'armée a éprouvé au moins une attaque « blue on blue », sur une base en Afghanistan en 2012, quand un militaire afghan - en principe allié - a tué cinq soldats français qui faisaient du sport.

Mélange des genres. A cette menace de l'intérieur, s'ajoute ce que Pierre de Bousquet de Florian, **le coordonnateur national du renseignement (CNR)**, appelle des « formes d'hybridité », qui « nécessitent de sortir de son confort intellectuel ». Le commissaire Jean-François Gayraud, qui sert aux côtés du CNR, a développé **une Théorie des hybrides, titre d'un livre paru en 2017**. La notion concerne le mélange des genres entre terrorisme et crime organisé, mais elle vaut également entre terrorisme et problèmes psychologiques. Ce n'est pas l'un ou l'autre, mais l'un et l'autre. L'un des premiers dossiers que

Pierre de Bousquet de Florian, très sensibilisé à ces questions, a eu à traiter en arrivant à l'Élysée en 2017, est justement les relations avec les psychiatres.

Les 29 heures entre l'attaque de Mickaël Harpon et [la saisine du Parquet national antiterroriste \(PNAT\)](#) peuvent s'expliquer par la difficulté de qualifier l'acte. Une doctrine semble s'établir en sourdine : on parle de terrorisme lorsqu'il y a allégeance à un groupe et/ou complicité. Ainsi, l'attaque à l'arme blanche commise par un Afghan, en septembre dernier à Villeurbanne (un mort, plusieurs blessés) ne relève pas juridiquement du terrorisme. Au-delà des questions de droit, on ne peut exclure que le pouvoir exécutif ait redouté d'« affoler la population » à la veille d'un débat sur l'immigration...

Une semaine avant l'attentat, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur [Laurent Nuñez expliquait devant le Centre de réflexion sur la sécurité intérieure](#) qu'en matière de terrorisme « les attaques projetées [venant de l'étranger] sont moins probables » alors que « la menace endogène est bien présente ». De son côté, le coordonnateur national du renseignement insistait sur « écouter ce qui peut se passer à bas bruit, en étant attentif au point de bascule ». Le diagnostic est le bon. Sauf qu'il faut désormais l'appliquer en interne.

L'AUTEUR VOUS RECOMMANDE

Menace intérieure

Antiterrorisme: vers une surveillance généralisée dans les services de renseignement

Ivanne Trippenbach

Crise

Attentat, explosion, violences...: le problème Castaner

Nathalie Segaines

Décryptage

Colère policière: la com' de Castaner ne suffit plus

Ivanne Trippenbach

VIDÉO RECOMMANDÉE

Préfecture de police: «Soit Castaner a menti, soit il est radicalement incompetent»,